

Le bulletin de l'Association France Palestine Solidarité - AFPS 34 / Mai 2010 - N°4

LE TRIBUNAL RUSSELL SUR LA PALESTINE BARCELONE, 1-2-3 MARS 2010

Le Tribunal Russell sur la Palestine est composé des membres suivants : Mairead Corrigan Maguire, Prix Nobel de la Paix en 1976, Irlande du Nord ; Gisèle Halimi, avocate, ancienne ambassadrice auprès de l'UNESCO, France ; Ronald Kasrils, auteur et activiste, Afrique du Sud ; Michael Mansfield, avocat, Président de Haldane Society of Socialist Lawyers, Grande-Bretagne ; José Antonio Martín Pallín, Magistrado Emérito Sala II, Cour Suprême, Espagne ; Cynthia McKinney, ancienne membre du Congrès Américain, candidate à la présidence en 2008, Green Party, USA ; Alberto San Juan, Acteur, Espagne ; Aminata Traoré, Auteur, ancienne ministre de la culture du Mali .

Réuni à Barcelone du 1^{er} au 3 mars 2010, le « TRP » a adopté des conclusions sur les points suivants : - Création du TRP, - Mandat du TRP, - Procédure, - Recevabilité, - Fonds - Suite de la procédure.

Le TRP est un Tribunal de conscience internationale purement citoyen qui répond à des demandes de la société civile. Tout au long des dernières années, surtout à partir de l'absence de mise en œuvre de l'avis du 9 juillet 2004 de la Cour internationale de Justice, concernant l'édification par Israël d'un mur en territoire palestinien occupé, et de la Résolution ES-10/15 de l'Assemblée générale des Nations Unies, adoptée le 20 juillet 2004, relative à l'application de cet avis et avec une intensification importante de la colonisation après l'agression à Gaza en janvier 2009, des comités ont surgi dans différents pays pour promouvoir et soutenir une initiative citoyenne en faveur des droits du peuple palestinien.

Avec le même esprit et selon les mêmes règles de rigueur, le TRP s'inscrit dans la lignée du Tribunal mis sur pied par l'éminent savant et philosophe Bertrand Russell sur le Vietnam (1966-1967) et sur l'Amérique latine (1974-1976) organisé par la Fondation Internationale Lelio Basso pour le droit et la libération des peuples.

- Témoignage de Philippe Daumas qui a assisté à la 1ère session internationale du tribunal Russell sur la Palestine sur <http://www.youtube.com/watch?v=A1-UjC9QRKY>.

- Conclusions de cette session sur : <http://www.tribunalrussell-france.org/>



Des milliers de Palestiniens menacés d'expulsion de Cisjordanie

Le commandement de l'armée a confirmé la mise en œuvre le 13 avril du dispositif qui doit permettre d'arrêter, puis d'expulser, toutes les personnes qui résident en Cisjordanie sans autorisation, en priorité les résidents de Gaza (les Palestiniens dont les papiers d'identité indiquent un lieu de naissance ou une adresse à Gaza). Désormais, toute personne qui entre ou réside illégalement en Cisjordanie sera considérée comme "infiltrée", les Israéliens ne sont pas concernés (pourant les colons juifs sont les vrais étrangers à la Palestine). Les commandants locaux de l'armée israélienne auront toute latitude pour ordonner l'expulsion d'un "infiltré" dans les 72 h suivant la délivrance de son "avis d'expulsion", et pour exiger de lui une amende de 1 500 euros. En outre, la justice militaire pourra prononcer des peines allant jusqu'à 7 ans de prison. Ces expulsions pourraient, potentiellement, être massives, puisque, depuis plusieurs années, Israël a cessé de renouveler les autorisations de séjour en Cisjordanie et cessé d'exiger un quelconque permis de résidence.

Cet arbitraire a été dénoncé par 10 organisations israéliennes de défense des droits de l'homme.

Provocation sioniste : une place Ben Gourion à Paris !

Le Collectif National pour une Paix Juste et durable entre Palestiniens et Israéliens tient à manifester son indignation devant la décision du Conseil de Paris d'attribuer à une promenade de la capitale le nom de David Ben Gourion, et d'inaugurer le 15 avril en présence du chef de l'Etat d'Israël Shimon Peres. Ben Gourion, 1er Premier Ministre de l'Etat d'Israël, est celui qui supervisa, entre 1947 et 1949, l'expulsion de 800 000 Palestiniens, qu'il commenta en ces termes : « **Nous devons tout faire pour nous assurer que les Palestiniens ne reviendront jamais ; les vieux mourront et les jeunes oublieront** ».



AFPS 34, Espace Martin Luther King
27 Boulevard Louis Blanc, Montpellier,
Permanences : les lundis de 18h 30 à 20h 30
Courriel : afps34@orange.fr,
Site web : www.france-palestine.org

AU COURS DU PREMIER TRIMESTRE DE 2010, L'AFPS34 A ORGANISÉ OU SOUTENU LES ACTIVITÉS SUIVANTES :

Jeudi 21 janvier à Montpellier, Espace Martin Luther King. En hommage à la lutte non violente des familles du Forum de Deuil pour la Paix et la Réconciliation Israël – Palestine : **projection du documentaire « Point de rencontre »** avec les témoignages des Montpelliérains ayant visité récemment la Palestine, Israël et les territoires occupés. **Organisée par les Américains pour la Paix et la Justice (APJ), le MDPL, le MAN avec le soutien de l'AFPS34, de la CCIPPP34, et du Mouvement de la Paix.**

Jeudi 11 février, à Montpellier - Salon du Belvédère, **Rencontre - débat avec Gilbert Achcar**, Universitaire franco-libanais et auteur du livre : « Les Arabes et la Shoah », la guerre israélo-arabe des récits (Editions Sindbad). **Organisée par les Amis du Monde Diplomatique et l'AFPS34 en partenariat avec la Librairie le Grain des Mots de Montpellier.**

Jeudi 4 mars, à Montpellier, Espace Martin Luther King. **Conférence de M. Faiez Odeh Taneeb**, responsable du Comité de Résistance non violente contre le mur et la colonisation de Toulkarem (Cisjordanie), et membre du syndicat des agriculteurs palestiniens. Thème : « Le mouvement de résistance non-violente contre le mur et la colonisation et présentation du projet de jumelage Montpellier-Toulkarem ». **Organisée par le Comité de Jumelage/Coopération Montpellier-Palestine et l'AFPS34.**

Samedi 6 mars, à Sète, journée d'action nationale de la Coalition contre l'implantation d'Agrexco/Carmel à Sète à l'appel de la Coalition contre Agrexco. Marche de Montpellier jusqu'à Sète et rassemblement de 1300 personnes place Aristide Briand à Sète « Pour le port de Sète, le Droit, l'Emploi et la Région, AGREXCO ne passera pas ».



Jeudi 11 mars - Montpellier, médiathèque Fellini : dans le cadre des rencontres documentaires de cinéma, film « **Journal d'une orange, aller simple** » de Jacqueline Gesta (France, 2009, 52 mn) avec la réalisatrice. De propriétaires expulsés et expropriés, les générations palestiniennes suivantes sont devenues salariées et saisonnières.

Samedi 27 mars, Montpellier, place de la Comédie, rassemblement à l'occasion de la célébration de la **Journée de la Terre** en Palestine en Solidarité avec les Résistances du Peuple Palestinien contre le blocus de Gaza, la colonisation de Jérusalem, la confiscation des lieux Saints et du patrimoine Palestinien, la répression des comités

populaires de résistance non violente, l'application du « Rapport Goldstone », et des sanctions contre Israël. **Co-organisé par l'AFPS34, l'AP-LR, l'AFD, AS-DIPL, BDS Montpellier, la CCIPPP34, la Cimade, le CMF, Europe-Ecologie, le NPA.**

Vendredi 2 avril, à Montpellier, Cinéma Utopia : « **Jaffa, la mécanique de l'orange** », le dernier film d'Eyal Sivan, cinéaste israélien. Débat en présence du réalisateur d'Eyal Sivan, de Valérie Cabanne et Michèle Sibony de l'UJFP 34.

Dimanche 4 avril, à Montpellier, **Soirée Solidarité Palestine** au COTTON CLUB. Avec Cheb Sahraoui, Cheba Maria, Myriam avec le collectif Résistance, Dj Mo, AK H, Dj Mess, Dj Hamida. Le spectacle a rassemblé 600 personnes jusqu'au matin. Les bénéficiaires importants ont été versés à l'AFPS34 pour un projet de coopération en Palestine. Encore merci à M. Ben Salem, Directeur du Cotton Club.

Vendredi 9 avril, à Montpellier, Espace Martin Luther King. Conférence-débat : "**Les Palestiniens ont soif de justice, les restrictions de l'accès à l'eau dans les Territoires Palestiniens Occupés**". Débat animé par Nathalie Dörfliger d'Amnesty International de Montpellier. Julie Trottier, politologue, Directrice de recherche CNRS Université de Montpellier III, et Jacques Fontaine, Maître de conférence à l'Université de Franche Comté, géographe. **Organisée par Amnesty International et l'AFPS34.**

Mardi 4 mai, à Perpignan, Salon international Méditerranée-Fruits et Légumes (MEDFEL). Intervention de la coalition contre Agrexco avec Justice en Palestine 66. L'action, bien accueillie par les exposants professionnels du Moyen Orient, notamment libanais a empêché l'inauguration du salon par les responsables de la Région Languedoc Roussillon. Vidéo sur : <http://palestine-perpignan.org/default.aspx>



L'OCDE complice de la colonisation israélienne

Ce mois de mai 2010, l'Organisation de Coopération et de Développement Économique (OCDE) doit se prononcer sur la candidature d'Israël. Or l'Etat israélien manque totalement de respect pour les droits humains et le droit international et refuse tout processus de paix. Le **Collectif National pour une Paix Juste et Durable entre Palestiniens et Israéliens** appelle à faire barrage à l'entrée d'Israël à l'OCDE qui serait un exemple de plus du traitement spécial, que bénéficie Israël et une façon de l'encourager dans son déni du droit et de la paix.

URGENT : infos sur le site de l'AFPS <http://www.france-palestine.org/article14563.html>

Contact - Demande d'adhésion

Nom..... Prénom..... Courriel.....
Adresse..... Ville/Commune..... Code Postal.....

La cotisations varie entre 10 et 120 euros suivant les revenus (60% sont déductible des impôts).
A envoyer à : AFPS 34 - Maison des Tiers Mondes et de la Solidarité Internationale, Espace Martin Luther King, 27 Boulevard Louis Blanc - 34000 Montpellier.

IFOP : Les Français, Israël et la Palestine

Un sondage auprès de 1005 personnes de plus de 18 ans par la méthode des quotas (interviews par téléphone du 30 mars au 1er avril 2010) a été commandé par le Bureau National de l'AFPS. Extraits des résultats :

L'adhésion à la création d'un Etat palestinien

Question : Etes-vous d'accord ou pas d'accord avec : « La création d'un Etat palestinien aux côtés d'un Etat israélien serait la meilleure solution au conflit israélo-palestinien » ?

Réponses	Ensemble (%)	Moins de 35 ans (%)	35 ans et plus (%)
Total d'accord	70	51	77
Tout à fait d'accord	26	11	32
Plutôt d'accord	44	40	45
Total pas d'accord	8	14	6
Plutôt pas d'accord	5	8	4
Pas du tout d'accord	3	6	2
Ne se prononcent pas	22	35	17

L'adhésion à une campagne de boycott des produits israéliens

Question : Une campagne vise à boycotter les produits israéliens afin de faire pression sur les dirigeants d'Israël et les pousser à accepter la création d'un Etat palestinien. Qu'en pensez vous ?

Réponses	Ensemble (%)	Sympathisants de gauche (%)	Sympathisants de droite (%)
Plutôt une bonne chose	20	26	21
Plutôt une mauvaise chose	18	18	26
N'a pas entendu parler de cette campagne	62	56	53

Le résultat montre qu'il y a encore beaucoup de travail d'informations à donner pour espérer convaincre.

BDS : déclaration du Conseil national de l'AFPS (Nanterre, le 28 mars 2010). Extraits

La campagne BDS se développe rapidement et marque d'ores et déjà des points. Les autorités israéliennes et leurs complices s'en inquiètent. En France, l'ambassade d'Israël coordonne avec les organisations pro israéliennes et le gouvernement le dépôt de plaintes en justice. Il s'agit à la fois d'intimider le mouvement de solidarité et de discréditer son action. Nous devons donc poursuivre et amplifier notre action tout en l'adaptant afin de ne pas tomber dans le piège qui nous est tendu.

Le Conseil national de l'AFPS est scandalisé par les menaces brandies contre les militants, sur une base diffamatoire, par le Premier ministre François Fillon et la ministre de la Justice, Michèle Alliot-Marie.

Voir : <http://www.palestine-nos-élus.org/>

Gaza 2009



Salah HAMOURI



Seul prisonnier politique français à l'étranger dont le président de la République refuse jusqu'à prononcer son nom en public est emprisonné en Israël depuis 5 ans.

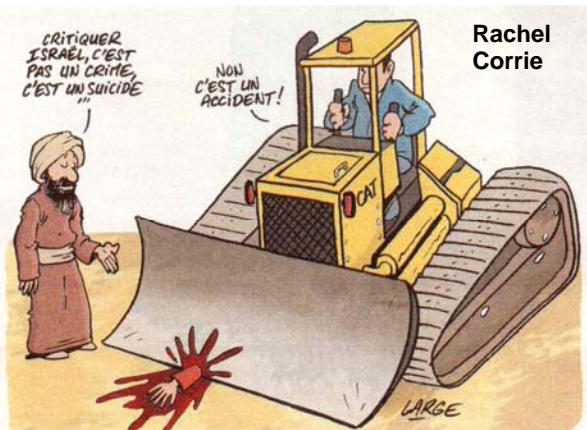
Il a eu 25 ans le 25 avril 2010

Trois suggestions d'Alain Gresh à Bernard Kouchner

- Lancer une campagne pour tracer l'origine des produits israéliens exportés en France et interdire (pas seulement taxer) les produits des colonies.
- affirmer que l'installation de colons dans les territoires occupés n'est pas acceptable et que ceux-ci devraient donc être soumis à une demande de visa s'ils désirent se rendre en France.
- exiger que des citoyens français qui effectuent leur service militaire en Israël ne soient pas autorisés à servir dans les territoires occupés.

Malheureusement, à part des déclarations, non seulement le gouvernement français ne fait rien, mais il développe les relations bilatérales avec Israël sur tous les plans, indépendamment de ce qui se passe dans les territoires occupés, sans même obtenir la moindre reconnaissance de Tel-Aviv (lire « Tel-Aviv piétine ses alliés », Le Monde diplomatique, avril 2010).

Bblog du Monde diplo "Nouvelles d'Orient" (7 avril 2010) <http://blog.mondediplo.net/2010-04-...>

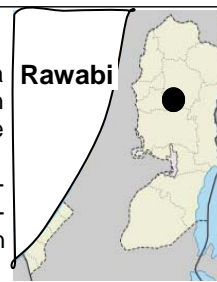


Rachel Corrie

VISITE GUIDÉE : RAWABI

Entre Ramallah et Naplouse, doit voir le jour la première nouvelle ville palestinienne, Rawabii. La première tranche comprendra 1450 logements et à la fin, la cité devrait abriter 40 000 hab. Le plan d'urbanisme a été mûrement réfléchi et s'inspire largement du modèle rennais, élaboré en étroite collaboration avec l'Université de Rennes 2. (*Ouest-France, 4 avril 2010*)

Rawabi est née du riche palestinien de la diaspora Bashar al-Masri, promoteur immobilier au Maroc. Rawabi marque le début de l'Etat de Palestine avec la création d'une continuité entre Ramallah et Naplouse. Par ailleurs, le 1er ministre, Salam Fayed a déclaré « Nous aurons notre Etat en août 2011 », les colons juifs devenant palestiniens comme il y a des palestiniens en Israël.



Quelques chiffres

- Cisjordanie : croissance de 8,5 % en 2009 (Gaza : 1 %).
- Aide internationale budgétaire à l'Autorité palestinienne : 22 % du PNB palestinien. Sur les 914 millions d'euros nécessaires pour financer les besoins budgétaires de 2010, 128 seulement ont été déboursés au cours des 3 premiers mois de 2010,
- 40% de la Cisjordanie enfermée par le Mur d'apartheid est « sous contrôle palestinien »,
- 3 / 4 des marchandises palestiniennes transitent par Israël ou sont vendues en Israël. De septembre 2008 à fin 2009, Israël a supprimé 80 barrages, mais 550 restent en place, selon le FMI,
- Le chômage a légèrement baissé de 2008 à 2009 en Cisjordanie (18 % contre 20 %), alors qu'il est resté identique à Gaza (39 %).
- Pour le FMI, un Etat palestinien ne serait pas viable si les restrictions imposées par Israël à la liberté de mouvements ne sont pas supprimées, si une grande partie des zones "C" ne passe pas sous contrôle de l'Autorité palestinienne, et si le blocus de Gaza n'est pas levé.

Le Monde 13 avril 2010

Cinquième Conférence Internationale sur la Résistance Populaire de Bil'in (21-23 avril 2010). Déclaration finale

Au nom de nos prisonniers, de la non-violence, de la créativité, de la lutte commune internationale et après un processus participatif, les points suivants ont été adoptés.

1. ENCOURAGER LA LUTTE JUDICIAIRE

a) Soutenir le Tribunal Russell sur la Palestine et ses conclusions de mars 2010 (Barcelone) demandant à Israël, et aux autres états d'appliquer les lois, traités et accords internationaux. Nous recommandons la création de comités nationaux du Tribunal Russell. **b)** Promouvoir les actions judiciaires contre les entreprises tirant profit de l'occupation, en : * partageant les informations entre les différents pays sur les entreprises impliquées, * partageant les expériences sur les affaires similaires afin de les exploiter lors de la 2ème session du Tribunal Russell sur la Palestine, * étendre la responsabilité des entreprises lorsqu'elles collaborent au régime d'Apartheid.

2. ENCOURAGER LE BOYCOTT, DESINVESTISSEMENTS ET SANCTIONS CONTRE ISRAËL (BDS)

a) En termes de désinvestissements, les priorités devraient être :

* la suppression des accords préférentiels de l'Union Européenne envers Israël et * éviter l'entrée d'Israël dans l'OCDE prévue en mai 2010.

b) En termes de boycott, les priorités devraient être : * des campagnes internationales et locales contre les entreprises internationales dont les investissements en Israël sont importants, les banques et fonds de placement, le Fonds national juif, les produits israéliens provenant des colonies, * l'arrêt de tous les accords et échanges entre les universités européennes et internationales avec les universités israéliennes, * le boycott des publicités pour le tourisme en Israël, * prioriser tous les types de boycott au niveau culturel. **c)** Nous devons encourager les échanges d'expériences, de contacts, d'informations, de recherches sur les produits ou autres informations de ce type, des forums internet ainsi que la promotion et le développement de la Semaine contre l'Apartheid Israélien (Israeli Apartheid Week).

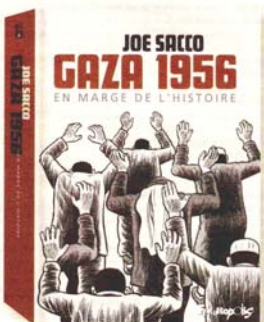
3. ÉTABLIR ET SOUTENIR LE RÉSEAU INTERNATIONAL POUR LA RÉSISTANCE POPULAIRE PALESTINIENNE NON-VIOLENTE

Le Réseau, fondé en septembre 2009 a été renforcé par l'élargissement du nombre de ses membres et en mettant en œuvre une stratégie cohérente. Les actions à développer immédiatement après la conférence sont :

a) rejoindre le réseau et signer l'appel sur le site web : internationalpopularstruggle.org, **b)** Coordonner l'envoi de militants du réseau en Palestine, **c)** Créer une journée mondiale d'action de soutien à la lutte populaire, avec des initiatives dans tous les pays. La 1ère journée d'action est prévue le 10 juin 2010, **d)** Encourager le soutien international à la lutte par le biais d'un don mensuel.

<http://www.bilin-village.org/francais/conferences/conference2010/Cinquieme-Conference-Internationale-sur-la-Resistance-Populaire-de-Bilin-Declaration-finale>

A lire :

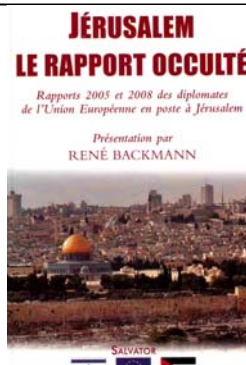


Ed Futuropolis 2010, 396 p., 29 euros

ISRAËL, PARLONS-EN!

20 entretiens avec
Chomsky, Sorel, Grech, Boicmann, Hassan, Ramadan,
Morris, Delmonne, Warschawski, Halevi, Zakaria, Pappas,
Siefert, David, Anon, Amin, Bianru, Tiley, Bornet.

Ed. Investig'Action, 348 p., 18 euros



Ed. Salvator, 2009, 121 p., 12 euros



Ed. La Fabrique, 2010, 192 p., 14 euros